

BRÈVES ÉCONOMIQUES Service économique régional de Canberra

Le Service économique régional (SER) de Canberra est heureux de partager les brèves Australie, Nouvelle-Zélande, Pacifique du 26 septembre au 2 octobre.

À Retenir

- Australie : La productivité du pays parmi les plus faibles de l'OCDE
- Nouvelle-Zélande : L'industrie du bois accueille les droits de douane américains à 10 % avec soulagement
- Pacifique : Accélération de la croissance dans le Pacifique en 2025

LE CHIFFRE DE LA SEMAINE

Australie

-0,4 %

Déficit budgétaire pour
2024-25

L'Australie a enregistré en 2024-25 un déficit budgétaire de 10 Md AUD, soit -0,4 % du PIB, nettement inférieur aux prévisions officielles qui anticipaient un solde négatif de 27,9 Md AUD. Cette amélioration s'explique par une progression des recettes supérieure aux attentes, portée notamment par l'impôt sur les sociétés et l'impôt sur le revenu, dans un contexte de forte activité économique. La dynamique des revenus a partiellement compensé la hausse des dépenses publiques. Malgré ce résultat meilleur que prévu, il s'agit du premier déficit budgétaire après deux excédents consécutifs. La combinaison du programme de dépenses du gouvernement Albanese et de l'incertitude liée au tournant protectionniste américain a pesé sur le solde public. Selon le Trésorier Jim Chalmers, les dépenses de l'État atteindront 27 % du PIB cette année, un niveau inédit depuis 1985-1986 hors pandémie. La dette publique demeure contenue et parmi les plus faibles du G20 en proportion du PIB, mais elle franchira cette année le seuil symbolique de 1 000 Md AUD pour s'établir à 35,5 % du PIB. [AFR](#)

Retour sur

Le 2 octobre, le Service économique régional de Canberra, appuyé par les équipes de BNP Paribas Australie, a organisé une table ronde présidée par l'Ambassadeur et Denis Beau, Premier sous-gouverneur de la Banque de France. Cet entretien réunissait les représentants des principaux fonds d'investissement et des fonds de pension australiens. Ceux-ci cherchent à diversifier leurs portefeuilles vers des marchés stables à long terme. La discussion a permis de revenir sur leurs priorités d'investissement et de mettre en avant la capacité de la France à attirer et sécuriser des investissements de long terme en amont du prochain sommet Choose France.



AUSTRALIE

La croissance de la productivité australienne parmi les plus faibles de l'OCDE

Depuis la pandémie, l'Australie affiche l'un des plus faibles taux de croissance de la productivité parmi les pays de l'OCDE, ne devant que le Mexique. Corrigée pour la parité de pouvoir d'achat, la productivité australienne a même reculé entre 2019 et 2024. Selon les chefs économiste d'EY et de Barrenjoey, ce retard tient au manque d'investissement des entreprises dans la recherche, l'innovation et le capital productif. Les gains de productivité demeurent insuffisants pour contenir la hausse des coûts unitaires du travail, qui ont progressé de 4,4 % en 2024, alimentant les pressions inflationnistes. En août 2025, la RBA a revu à la baisse son hypothèse de croissance de la productivité à 0,7 % (contre 1 % en mai). Le ralentissement est particulièrement marqué dans les secteurs minier et non marchand (éducation, petite enfance), qui représentent 30 % du PIB. [AFR](#)

Les droits de douane américains sur les produits pharmaceutiques inquiètent l'industrie

Le président américain Donald Trump a annoncé la mise en place de droits de douane de 100 % sur les produits pharmaceutiques. Cette mesure a été accueillie avec inquiétude par l'industrie australienne de la santé, qui exporte pour 2 Md AUD par an vers les États-Unis. Le géant du secteur, CSL, a toutefois rassuré en rappelant que l'implantation de ses usines sur le sol américain devrait l'exempter de droits de douane. La mesure protectionniste a été interprétée comme une remise en question du Programme des Bénéfices Pharmaceutiques (PBS) australien. Les producteurs américains ont en effet contesté ce système de régulation des prix, qui réduit leur marge en garantissant des prix faibles à l'achat. Le gouvernement Albanese a regretté la décision américaine et a rejeté l'idée d'une réforme du PBS. [The Age](#)

IFM va fermer sa division de capital-investissement

IFM Investors, le gestionnaire d'actifs australien de 232 Md AUD détenu par les principaux fonds de pension australiens, a annoncé la fermeture progressive de sa division de capital-investissement. Celle-ci est jugée trop petite pour être viable face à la taille croissante du système de retraite australien qui représente désormais 4 300 Md AUD. Malgré une performance remarquable de 33 % de taux de rentabilité interne (TRI) net depuis 2019 et plusieurs opérations réussies, les fonds de capital-investissement locaux peinent à rivaliser avec les grands fonds mondiaux capables d'absorber des flux de capitaux beaucoup plus importants. IFM, qui concentrera désormais ses activités sur ses pôles majeurs : infrastructures (125 Md AUD), actions cotées (76 Md AUD), crédit privé (38 Md AUD) et immobilier (20 Md AUD), prévoit de sortir de ses participations actuelles d'ici 4 à 5 ans. Cette décision reflète les difficultés pour le capital-investissement australien à obtenir de l'argent des fonds de pension locaux, ce qui pousse les fonds d'investissement à chercher plutôt des capitaux auprès d'investisseurs étrangers, de *family offices* ou des grandes fortunes. [AFR](#)

La Chine accentue la pression sur le minerai de fer de BHP

La semaine a été marquée par un nouveau bras de fer commercial entre l'Australie et la Chine. Celle-ci a décidé de suspendre les achats de minerai de fer auprès de BHP, entreprise minière australienne, dans ce qui apparaît comme une manœuvre destinée à peser sur les négociations de prix. Pékin, principal client de l'Australie dans ce secteur stratégique, cherche à obtenir des conditions plus favorables au moment où la demande mondiale ralentit. Cela fragilise un secteur vital pour l'économie australienne, le pays demeurant le premier exportateur de minerai de fer au monde. Cette décision, qui intervient dans un contexte déjà tendu de dépendance réciproque entre les deux pays, met en lumière la vulnérabilité des exportations de ressources australiennes face au pouvoir de marché chinois. Le Premier ministre Anthony Albanese a exprimé sa préoccupation, rappelant l'importance de garantir la fluidité des échanges commerciaux et défendant la position de l'Australie, qui reste déterminée à protéger ses intérêts économiques tout en évitant une escalade politique avec Pékin. [The Australian](#)

Le concessionnaire Eagers Automotive rachète CanadaOne pour 1 Md AUD

Eagers Automotive a levé 502 millions AUD pour financer l'acquisition de CanadaOne, l'un des plus grands groupes de concessionnaires automobiles du Canada, pour un montant total supérieur à 1 Md AUD. Cette augmentation de capital, parmi les plus importantes de l'année sur le marché australien, comprend notamment une offre de souscription à 21 dollars par action. Mitsubishi a investi 50 M AUD dans l'opération. Nick Politis, qui détient environ 28 % d'Eagers, participera à hauteur de 128 M AUD. L'acquisition porte sur 65 % des actions de CanadaOne, ainsi que sur ses biens immobiliers et ses filiales, valorisant le groupe canadien à 2 Md AUD pour ses activités et 714 M AUD pour ses propriétés. CanadaOne, qui compte 42 concessions et vend 48 000 véhicules neufs par an, offre à Eagers de réelles opportunités de croissance sur un marché canadien fragmenté, où les ventes de véhicules neufs sont supérieures de 50 % à celles de l'Australie. [The Australian](#)

La plus grande centrale à charbon du Queensland pourrait fermer six ans plus tôt que prévu

Rio Tinto, copropriétaire de la plus grande centrale à charbon du Queensland, située à Gladstone, a déclaré qu'il étudiait la possibilité de fermer la centrale en mars 2029, soit six ans plus tôt que prévu. La centrale électrique de Gladstone, l'une des moins fiables du marché national de l'électricité, est néanmoins considérée comme un élément essentiel de l'industrie lourde de la région, fournissant de l'électricité à la fonderie d'aluminium de Rio Tinto, ainsi qu'aux raffineries d'alumine et aux usines de GNL et de ciment de la région. Le gouvernement libéral national de l'État du Queensland doit annoncer son plan énergétique ce mois-ci, mais a déjà déclaré vouloir prolonger la durée de vie des centrales à charbon, renversant ainsi les plans du précédent gouvernement travailliste qui prévoyait de mettre fin à la dépendance au

charbon d'ici 2035. Le Trésorier et ministre de l'Énergie, David Janetzki, a déclaré que le gouvernement travaillait activement avec les entreprises publiques afin de préparer le réseau à la fermeture de la centrale électrique de Gladstone. [The Guardian](#)

NOUVELLE-ZELANDE

Reprise des permis de construire

Sur la période de juillet 2024 à août 2025, 34 100 nouveaux logements ont reçu leur permis de construire, en hausse de 1,3 % par rapport à la période précédente. Ce redressement reste toutefois limité : le nombre de logements autorisés demeure inférieur d'un tiers à son pic de 2022. Les permis délivrés pour des maisons individuelles progressent de 1,0 % tandis que les logements collectifs augmentent de 1,6 %. La dynamique repose sur la forte hausse des appartements (+46 %), qui compense le recul des autres segments, notamment les lotissements et les résidences pour seniors. Les régions d'Auckland (+5,4 %) et d'Otago (+16 %) portent la croissance, alors que celles du Northland (-21 %), de Waikato (-4,4 %) et de Canterbury (-1,7 %) reculent. [Stats NZ](#)

L'industrie du bois accueille les droits de douane américains à 10 % avec soulagement

L'administration Trump a annoncé une nouvelle série de droits de douane, dont 10 % sur l'importation de bois. L'annonce a été bien reçue par l'industrie du bois néo-zélandaise, qui craignait des restrictions beaucoup plus fortes, jusqu'à 50 % de la valeur des exportations. Les conséquences de la mesure restent toutefois importantes : les États-Unis sont la troisième destination des exportations de bois néo-zélandais. Les exportations représentent 380 M NZD, soit un coût supplémentaire d'environ 40 M NZD avec les droits de douane. Le ministre du Commerce, Todd McCay, a affiché sa confiance dans la résilience de l'industrie nationale, tout en exprimant sa volonté de poursuivre les négociations avec Washington. [RNZ](#)

Le gouvernement soutient les investissements dans les infrastructures énergétiques critiques

Le gouvernement néo-zélandais a garanti aux entreprises énergétiques dans lesquelles il est majoritaire (Genesis, Mercury et Meridian) qu'il participerait aux augmentations de capital nécessaires pour soutenir tout investissement stratégique visant à sécuriser l'approvisionnement en électricité. Cette décision répond à des contraintes historiques qui ont limité la capacité de ces entreprises à financer de grands projets de production, par crainte de l'absence de soutien gouvernemental. Face à des prix de l'énergie élevés et à la dépendance à l'hydroélectricité et à l'énergie éolienne, le gouvernement prévoit d'encourager de nouveaux projets énergétiques via des contrats publics et d'accélérer le déploiement des énergies renouvelables, y compris en mer, grâce à Electrify NZ. Parallèlement, 200 M NZD ont été

réservés pour co-investir dans des champs gaziers, et l'Autorité de l'électricité sera renforcée pour mieux réguler le secteur. L'ensemble de ces mesures vise à sécuriser la fourniture électrique même lors des années sèches, évitant ainsi des périodes de prix élevés qui peuvent peser durablement sur l'économie. [Beehive](#)

PACIFIQUE

Prolongation d'un contrat de 787 M AUD pour la gestion du centre de détention de Nauru

Le gouvernement australien a prolongé son contrat avec MTC Australia, filiale d'un opérateur privé américain de prisons, pour la gestion du centre de détention de demandeurs d'asile à Nauru. Conclu en 2022 pour 47 M AUD, la valeur de ce contrat a été multipliée par seize sans appel d'offres public et atteint désormais 787 M AUD. Cette dépense intervient alors que l'île accueille une centaine de demandeurs d'asile, soit un coût évalué à près de 1,5 M AUD par personne et par an. La prolongation a suscité de vives critiques de parlementaires et d'experts en gouvernance publique, qui dénoncent une mauvaise gestion manifeste et un dispositif hors de contrôle. Déjà impliquée aux États-Unis dans des affaires de corruption et de négligence, MTC sera l'opérateur jusqu'en 2027. Pour les opposants, ce contrat illustre l'opacité et le coût disproportionné du système australien de traitement offshore des demandeurs d'asile. [The Guardian](#)

Accélération de la croissance dans le Pacifique en 2025

La Banque asiatique de développement (BAD) a publié mardi son rapport sur les perspectives de croissance dans le Pacifique. Ce dernier réévalue à la hausse les prévisions de croissance d'avril, passant de 3,9 % à 4,1 % pour 2025. La bonne orientation de la Papouasie-Nouvelle-Guinée (PNG), principale économie de la région, est la raison principale de ce renforcement des perspectives : porté par l'exploitation des ressources naturelles, le PIB de la PNG devrait croître de 4,6 % en 2025. La croissance devrait s'établir à 3,0 % pour les Fidji et 1,5 % pour le Vanuatu. Le reste des États du Pacifique connaît des trajectoires variables, dépendant de la situation des secteurs du tourisme, de la construction et de la pêche : les projections de croissance vont de 0,8 % pour la Micronésie à 10,4 % pour les îles Cook. Les prévisions d'inflation ont été revues à la baisse. La BAD prévoit un ralentissement de la croissance en 2026 à 3,4 %, contre 3,6 % prévu en avril. Les tensions commerciales risquent de ralentir l'économie de ces pays insulaires, dépendants des importations. [ADB](#)

PRINCIPAUX INDICATEURS MACROECONOMIQUES

	Population (M)	PIB (Md USD)	PIB/hab	Croissance (%)			Solde courant (% du PIB)	Dettes publique brute (% du PIB)	Taux de chômage (%)	Taux directeur (%)	Inflation (%)
	2024	2024	2024	2024	2025(p)	2026 (p)	2024	2024			
Australie	27,5	1 742	61 557	1,0	1,6	2,0	-0,3	49,0	4,2 (Août 25)	3,6 (Août-25)	2,1 (T2-25)
Nouvelle-Zélande	5,3	258	47 371	-0,5	1,4	2,7	-6,0	51,2	5,2 (T2-25)	3,0 (Août-25)	2,7 (T2-25)

	Population (M)	PIB (Md USD)	PIB/hab	Croissance (%)			Compte courant (% du PIB)	Dettes publique (% du PIB)	IDH (rang mondial)	Inflation (%)
	2024	2024	2024	2024	2025 (p)	2026 (p)	2024	2024	2025	2024
Papouasie- Nouvelle- Guinée	12,5	31,7	2 524	3.744	4,6	3,5	14,55	53,70	160	4,50
Fidji	0,9	5,9	6 445	3,7	2,6	2,8	-6,71	80,04	111	2,30
Îles Salomon	0,8	1,8	2 269	2,5	2,7	2,8	-3,71	22,02	156	4,23
Vanuatu	0,3	1,2	3 496	0,9	1,4	2,1	-7,64	44,60	146	4,22
Samoa	0,2	1,1	5 062	9,4	5,4	2,6	-4,82	27,71	122	3,59
Kiribati	0,1	0,3	2 425	5,3	3,9	3,2	-2,03	9,92	140	2,49
Tonga	0,1	0,5	5 444	2,1	2,7	2,3	-3,91	38,25	92	4,69
Micronésie	0,1	0,5	4 958	0,7	1,1	1,5	-0,36	10,92	149	5,44
Îles Marshall	0,04	0,3	7 368	2,8	2,5	4,1	16,86	16,68	108	5,36
Palaos	0,02	0,3	17 000	7,1	5,7	3,5	-34,57	69,673	84	3,61
Nauru	0,0	0,2	12 385	1,8	2,0	1,6	5,25	17,59	124	11,57
Tuvalu	0,01	0,1	6 200	3,3	2,8	2,3	3,25	3,87	129	1,17

Sources : FMI et données nationales

À NE PAS MANQUER !

Événements à venir				
Paris, Lyon, Grenoble	6-10 octobre	FACCI – FACET	France Energy Transition & Innovation Tour 2025	Inscrivez-vous ici !
Sydney	20-22 octobre	Ambassade de France	International Mining and Resources Conference	Inscrivez-vous ici !
Sydney	21 octobre	Ambassade de France	Grand Paris Express Soft Launch	Sur invitation. Nous contacter pour plus d'informations.
Melbourne	21 octobre	FACCI	Tech Industry Series - AI at the Core	Inscrivez-vous ici !
Auckland	23 octobre	FNZCCI	Climate & Sustainability Forum: Decarbonising Transport	Inscrivez-vous ici !
Auckland	23-24 octobre	Délégation de l'Union européenne	EU-NZ Business Summit	Sur invitation. Nous contacter pour plus d'informations.

Nous contacter : ines.abderrahmane@dgtresor.gouv.fr

Vous avez manqué nos dernières brèves ? Retrouvez-les ici

[LinkedIn du SER de Canberra](#)

[Site internet du SER de Canberra](#)

Pour recevoir nos brèves directement dans votre boîte mail, [inscrivez-vous en cliquant ici](#).

Clause de non-responsabilité : Les Brèves économiques du Service économique régional de Canberra, rédigées à partir d'informations publiques, sont à but strictement informatif. Le SER décline toute responsabilité quant à l'utilisation qui pourrait être faite des informations qu'elles contiennent.

SER de Canberra

6 Perth avenue Yarralumla, Canberra ACT 2600, AUSTRALIE

Vous avez reçu cet email parce que vous vous êtes inscrit à notre newsletter.

[Se désinscrire](#)